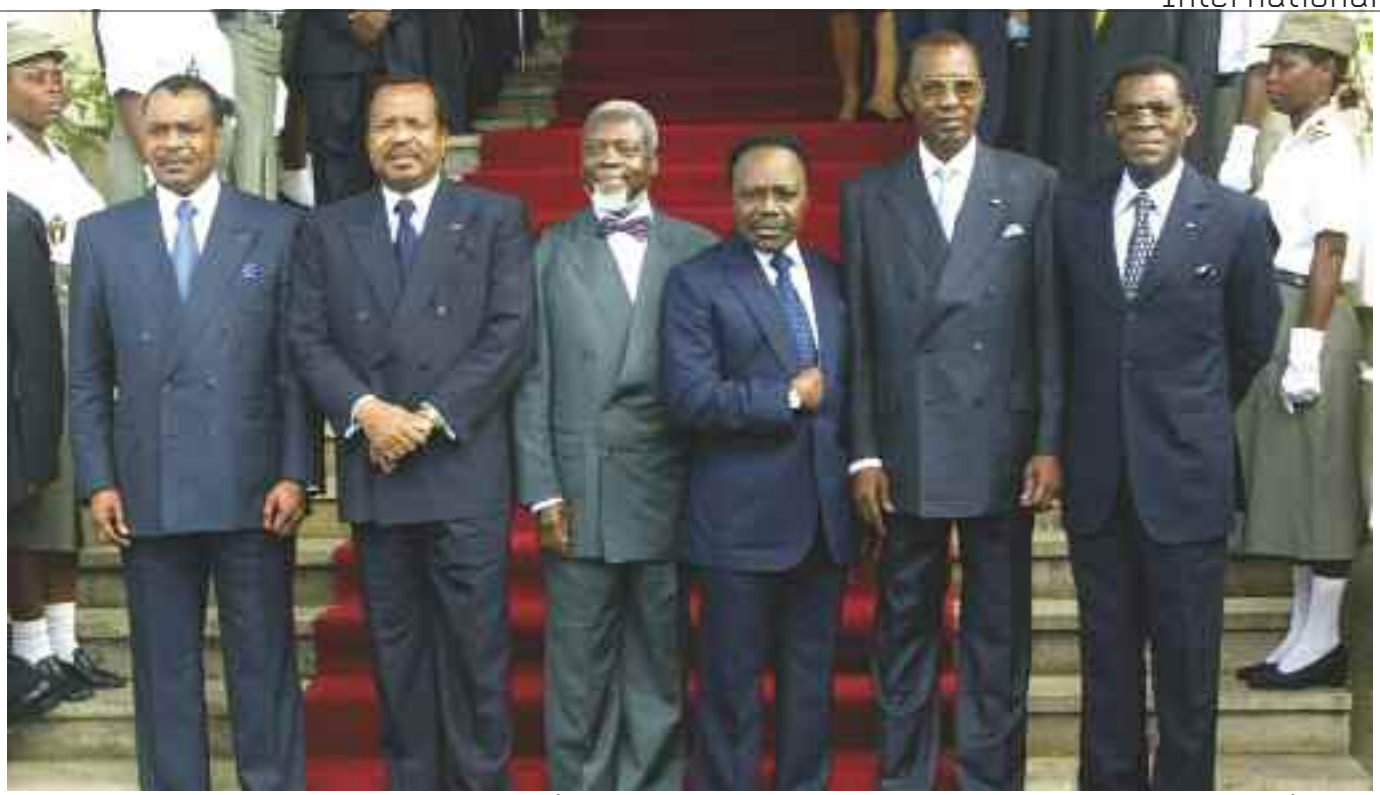
Idriss Deby et le Tchad sur la scène internationale

Depuis son arrivée au pouvoir, Idriss Deby Itno a connu pas moins de trois présidents français, trois présidents chinois et quatre chefs d'État américains, avec lesquels il a noué de solides et juteuses relations commerciales. Malgré ses bons rapports avec l'Occident et l'Extrême-Orient, le chef d'État tchadien reste néanmoins assez souvent exposé aux différents conflits l'opposant à certains de ses voisins africains qui tentent de déstabiliser son pays.

PAR PHILIPPE GORTYCH

7 septembre 2007: rencontre à N'Djamena entre le président Idriss Deby Itno et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, pour qui le conflit au Darfour doit trouver une issue rapide.

© AFP-DON EMMERT-STF



© AFP-DESIREY MINKOH-STR

Libreville, le 23 janvier 2003 : rencontre des chefs d'État de la Cemac, à laquelle appartient le Tchad. Les relations entre ces États se doivent d'être bonnes.

Il semble aujourd'hui bien loin le temps où Idriss Deby et ses fidèles compagnons fuyaient N'Djamena et le régime d'Hissène Habré, pour trouver refuge et soutien au Soudan. C'est au Darfour que le futur chef de l'État tchadien était parvenu à créer son Mouvement patriotique du salut (MPS), grâce auquel il avait pu se hisser à la présidence de la République du Tchad quelque temps plus tard.

IDRISS DEBY ET SES VOISINS AFRICAINS

Amis au début des années 1990, Omar el-Béchir et Idriss Deby ont vu leurs relations se détériorer. Entré en fonction en 1993, l'homme fort du Soudan est devenu au fil du temps un rival et un ennemi de plus en plus farouche d'Idriss Deby, notamment après l'arrivée de très importants capitaux chinois dans son pays, riche en ressources pétrolières.

Entre le Soudan et le Tchad, les relations sont devenues véritablement électriques depuis 2003, et ce malgré la signature d'un accord de sécurité et de coordination politique. Car en février de cette même année, la rébellion armée dans le Darfour a poussé plus de 240 000 Soudanais à se réfugier au Tchad voisin. Les milices jandjawids ont alors effectué de multiples incursions hostiles sur le territoire tchadien, et ainsi provoqué un quasi état de guerre entre les deux pays.

Sous l'impulsion du colonel Muammar Kadhafi, qui pourtant n'est pas un proche ami de Deby, notamment en raison de ses discrets soutiens aux opposants libyens, les deux présidents ont temporairement réussi à conclure en février 2006 à Tripoli un accord prévoyant la fin des hostilités. Malheureusement, la trêve a été de courte durée puisqu'en avril, les relations diplomatiques entre N'Djamena et Khartoum étaient déjà rompues, et les accrochages entre les deux armées se multipliaient, y compris en territoire soudanais.

En mai 2007, les deux États belligérants se retrouvaient réunis en Arabie saoudite pour sceller un accord visant à mettre un terme aux attaques réciproques ; mais en vain. Cet accord n'a pas fait long feu. L'année suivante, les deux chefs d'État entamaient une nouvelle procédure de conciliation en se réunissant au Sénégal, hélas toujours sans grand succès.

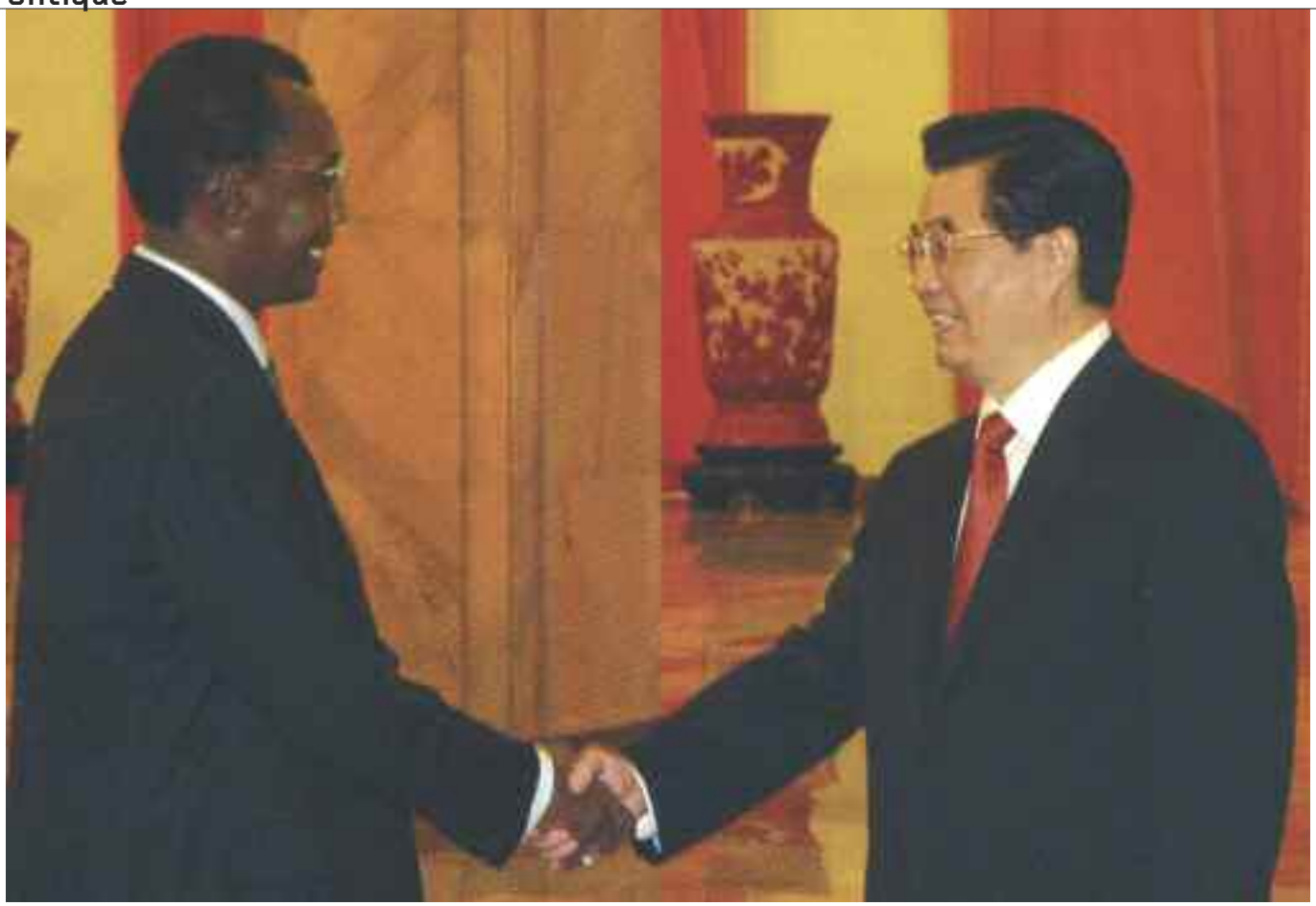
La dernière tentative en date de pacification des relations soudano-tchadiennes remonte au 2 mai 2009, lorsqu'un accord de paix fut signé entre les deux pays à Doha. Sans grande surprise, ce fut une trêve éclair : trois jours après la signature du cessez-le-feu, le Tchad relançait les hostilités. Idriss Deby reproche entre autres au régime de Khartoum d'abriter sur son territoire des rebelles tchadiens, qui y déploient des bases armées destinées à attaquer et déstabiliser son régime.

Malgré la proximité géographique, les relations du président Deby avec le Soudan ou la Libye n'ont pas autant d'impact sur son image dans le monde que celles qu'il entretient depuis de très longues années avec la France.

SON RÔLE DANS LES RELATIONS AVEC LA FRANCE

Depuis qu'il a pris son indépendance en 1960, le Tchad a continué à entretenir des relations plus ou moins étroites avec Paris. Du fait des longues semaines qu'il a passées à étudier en France, le président Deby cultive pour sa part une relation très particulière avec ce pays. Et si le Tchad est pour l'Hexagone un partenaire privilégié sur le continent africain, c'est aussi grâce à sa position géostratégique entre l'Afrique arabe et l'Afrique noire.

Aujourd'hui, malgré le soutien quasi indéfectible dont Idriss Deby bénéficie auprès de la France, les firmes pétrolières hexagonales n'ont pas été associées au



Les présidents du Tchad, Idriss Deby Itno, et de la Chine, Hu Jintao, qui est un partenaire important pour le Tchad.

consortium d'or noir tchadien, que se partagent aujourd'hui Malaisiens (Petronas) et Américains (Chevron, ExxonMobil). Aidées par la Banque mondiale, ces trois entreprises pétrolières ont déboursé 3,7 milliards de dollars pour la construction d'un oléoduc reliant le sud du Tchad à Douala, au Cameroun.

Sur le plan de la défense, la France est présente militairement au Tchad depuis 1986 dans le cadre du dispositif Épervier, avec 1 500 hommes répartis sur trois bases distinctes : N'Djamena, Abéché et Faya-Largeau. Ce dispositif, prévu à l'origine pour défendre le pays de la menace libyenne, procure toujours au président Deby un appui très précieux pour assurer la sécurité extérieure du Tchad, mais aussi un soutien dans les camps de réfugiés à la frontière soudanaise.

François Mitterrand, qui a été à l'origine du plan Épervier, a remis en question l'existence de ce dispositif lorsque Idriss Deby traînait des pieds pour organiser, en 1992, la Conférence nationale en vue de la préparation d'une nouvelle Constitution tchadienne. Devant la fermeté française, le président Deby a mis en œuvre sans tarder tous les projets constitutionnels, sachant bien qu'il n'avait pas les moyens de faire face aux ambitions libyennes sans l'aide militaire de l'Hexagone.

Pour sa part, Nicolas Sarkozy n'a pas obtenu du président Deby la même réactivité lorsqu'il fut question, en novembre 2007, de libérer rapidement les humanitaires de l'Arche de Zoé, arrêtés par les autorités tchadiennes et inculpés pour enlèvement de mineurs et escroquerie.

Malgré sa visite éclair à N'Djamena, il n'a obtenu que la libération de l'équipage de l'avion et des journalistes français impliqués dans cette affaire. Il a fallu attendre près de deux mois pour que tous les Français soient rapatriés, et cinq mois pour que le président Deby décide finalement de leur accorder sa grâce présidentielle, pour que l'affaire soit entérinée sur le sol tchadien.

Avec le récent décès du président gabonais Omar Bongo en juin dernier, Idriss Deby (57 ans) reste, avec ses homologues congolais et camerounais Denis Sassou-Nguesso (66 ans) et Paul Biya (76 ans), l'une des dernières grandes figures emblématiques de la Françafrique, qui rythme depuis des décennies les relations extérieures des anciennes colonies françaises avec la métropole.

OUVERTURE ÉCONOMIQUE SUR LES ÉTATS-UNIS

Du fait de sa position d'État enclavé dans le continent africain et de ses relations limitées avec la communauté anglo-saxonne, le Tchad a longtemps été un pays assez peu connu outre-Atlantique. Mais au cours de ces dernières années, ses relations commerciales avec les États-Unis se sont considérablement développées, et cela tout particulièrement depuis 2003, date à laquelle le Tchad est devenu un pays pétrolier en débutant son extraction d'or noir. On estime aujourd'hui à près de 200 000 barils la production pétrolière journalière du pays. Le président tchadien a endossé le costume de « VRP pétrolier » et s'est érigé en interlocuteur de marque pour l'Amérique du président George W. Bush, qui a toujours cherché à renforcer sa grande influence sur la gestion mondiale des ressources pétrolières. À ce titre, deux compagnies américaines

se sont octroyé la part du lion dans la concession du pétrole tchadien.

Mais dès 2003, Idriss Deby s'est retrouvé en opposition totale avec la Banque mondiale, qui lui avait accordé un prêt sous conditions pour la construction d'un oléoduc devant acheminer le brut du bassin de Doba jusqu'au port de Kribi, au Cameroun. Le chef d'État tchadien a été épinglé par l'institution financière, au motif qu'il n'aurait pas respecté une des conditions de l'emprunt, à savoir réinvestir au moins 70 % des revenus issus du pétrole dans les programmes prioritaires de réduction de la pauvreté dans les secteurs essentiels de l'économie, comme la santé, l'eau potable ou encore l'éducation. Au lieu de consacrer cet argent au développement de son pays, le président tchadien l'aurait utilisé partiellement pour renforcer son budget militaire, afin notamment d'acheter des armes pour lutter contre les attaques des rebelles.

En conséquence de ce litige, le compte britannique du Tchad où étaient versés les 10 % de ses revenus pétroliers pour constituer un fonds pour les générations futures a même été bloqué provisoirement, sur décision de Paul Wolfowitz, alors président de la Banque mondiale. Il a fallu que l'Assemblée nationale tchadienne vote un projet de loi de finances conforme aux accords pour que la situation soit rétablie.

LA CHINE, ALLIÉE DE POIDS POUR LE PRÉSIDENT DEBY

Dans les relations diplomatiques sino-tchadiennes, la date du 6 août 2006 est à marquer d'une pierre blanche, car elle met un terme à neuf années de rupture diplomatique entre N'Djamena et Pékin. Le président chinois Hu Jintao a même reçu le président tchadien avec tous les honneurs militaires au Grand Palais du Peuple en septembre 2007. Une rencontre durant laquelle les deux chefs d'État ont convenu de multiplier leurs échanges, élargir la collaboration économique et commerciale, mais aussi développer une coopération globale au sein des Nations unies et de l'Organisation mondiale du commerce. De plus, en renouant avec la Chine, Idriss Deby s'est rapproché d'un troisième pays membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, comme le sont également la France et les États-Unis.

Bien que Khartoum et N'Djamena soient en conflit ouvert depuis déjà plusieurs années, cela n'empêche pas la Chine de mener un double jeu : d'une part en soutenant politiquement et militairement le Soudan, et d'autre part en important son pétrole du Tchad. À ce propos, faut-il rappeler que la Chine achète 30 % de son pétrole sur le continent africain ?

En novembre 2006, lorsque Pékin organisa un sommet extraordinaire qui réunit 40 chefs d'État africains, le président Deby fut tout naturellement accueilli en grande pompe. Depuis, les visites bilatérales et les accords de coopération se sont multipliés. Pour preuve, le Tchad, qui a officiellement commencé à exploiter ses gisements de pétrole en 2003, vient de conclure au mois de juin dernier un accord avec la Chine pour la construction d'un oléoduc long de 300 kilomètres, qui devrait être opérationnel d'ici à deux ans.

Pour sa part, Philippe Hugon, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), considère qu'« *en investissant au Tchad, la Chine se place déjà dans la perspective de l'après-guerre au Darfour* ».

L'an dernier, on estimait que pas moins de 85 % du pétrole soudanais s'exportait vers la Chine. Face à ce chiffre, on comprend mieux pourquoi Pékin lorgne également sur l'or noir du Tchad et veut faire main basse sur ses gisements pétroliers, qui devraient, à terme, en faire le quatrième pays producteur de pétrole en Afrique subsaharienne, derrière le Nigeria, l'Angola et le Gabon.

Outre l'intérêt financier qu'il peut tirer de la vente de pétrole à la Chine, qui en a besoin pour accompagner sa croissance galopante, Idriss Deby a tenté de trouver en la personne du président chinois Hu Jintao un partenaire de choix pour arbitrer le conflit qui l'oppose toujours au Soudan, et ainsi sécuriser la frontière Est du Tchad. Mais jusqu'à présent, Pékin a souvent donné sa préférence aux énormes investissements réalisés à Khartoum, par exemple en mettant son veto au Conseil de sécurité de l'ONU lors des votes sur les résolutions concernant le Darfour.

Il faut aussi signaler que le rapprochement pétrolier entre Pékin et N'Djamena est intervenu en 2006 a contribué à presque anéantir les relations diplomatiques entre Taïwan et le Tchad. En effet, dès 2004, Idriss Deby avait engagé des pétroliers taïwanais pour explorer ses ressources pétrolières. Mais le Tchad a annoncé dans un communiqué, en reprenant ses relations diplomatiques avec la Chine, qu'« *il n'y a qu'une Chine dans le monde* ». Et quand on connaît la nature des relations qu'entretiennent la Chine et Taïwan, il n'est pas difficile de comprendre que ces propos ont provoqué une forte colère du côté de Taipei.

UNE FERME VOLONTÉ DE DESSINER UN AVENIR MEILLEUR POUR LE TCHAD

Bien qu'il s'apprête déjà à souffler ses 20 bougies pour fêter deux décennies à la tête du Tchad, le président Deby reste toujours épisodiquement la cible d'attaques rebelles de la part de ses opposants politiques du Front uni pour le changement démocratique (FUC), opérant à partir du territoire soudanais. Malgré cela, il continue de contrôler la situation, souvent grâce à l'appui des rebelles soudanais à majorité zaghawa, et tente d'apaiser toute forme de tension en accélérant le développement économique du pays, chantier prioritaire de son troisième mandat présidentiel, également connu sous le nom de quinquennat social 2006-2011.

Sur le plan international, Idriss Deby veut donner l'image d'un président fort, dont la voix est véritablement respectée en Afrique et dans le monde, et au sein de son pays il affiche la ferme volonté de laisser un héritage important à ses concitoyens.

En conflit ouvert avec son voisin, le président soudanais Omar el-Béchir, lui-même sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), il doit également se méfier de la Chine et des États-Unis qui sont probablement prêts à faire main basse sur ses réserves d'or noir.

Mais la grande longévité politique du président Deby prouve son habileté exemplaire à évoluer dans un contexte souvent difficile, parfois même hostile, et lui confère indéniablement une certaine stature sur le plan régional, voire international. Cette dernière pourrait lui permettre d'achever avec succès tous les grands projets pour le développement du Tchad dont il est l'architecte en chef. ■